

## Venezuela

### Consolidation du « chavisme »

Après la grave crise politique de 2002-2003, la stabilisation de la situation après les victoires électorales obtenues en 2004 et 2005 par le président Hugo Chavez – référendum révocatoire, élections régionales puis législatives – et la très bonne tenue du prix international du pétrole ont favorisé l'entrée de l'activité économique dans une phase de dynamisme soutenu. À l'approche de l'élection présidentielle prévue en décembre 2006, ce scénario de forte croissance économique devrait persister alors que la réélection de Chavez pour un nouveau mandat de six ans semble très probable.

**Une rente pétrolière qui n'a pas contribué au développement du pays.** La crise politique de 2002-2003 a été l'aboutissement d'un processus de déclin économique et de détérioration de la situation sociale d'un pays – producteur et exportateur de pétrole depuis pratiquement le début du xx<sup>e</sup> siècle et membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) – qui avait été pendant plusieurs décennies l'un des rares exemples de croissance stable dans la région latino-américaine.

La croissance, très vigoureuse entre les années 1930 et 1970, a commencé à s'affaiblir, paradoxalement, pendant les années fastes des chocs pétroliers (les années 1970) et s'est effondrée au début des années 1980, lorsque la chute des prix du pétrole, allant de pair avec une brutale diminution de l'investissement privé et l'exacerbation de la fuite des capitaux, a débouché sur la crise de la dette extérieure, l'abandon du régime de change fixe en vigueur depuis plusieurs décennies et la crise économique généralisée. Les fragilités et les distorsions structurelles découlant de l'utilisation faite de la rente pétrolière, à peine perceptibles pendant la période de prospérité, sont alors apparues au grand jour. L'abondance des ressources financières avait pendant longtemps caché le manque d'efficacité de l'État, la faiblesse des rapports intersectoriels au sein de l'économie et le comportement rentier des entrepreneurs, habitués à évoluer dans une économie fermée et peu compétitive en dehors du secteur pétrolier.

Dans un cadre d'instabilité macroéconomique chronique depuis le début des années 1980, le déclin économique et ses conséquences sociales – sensible augmentation de la pauvreté et creusement des inégalités – ont contribué de manière décisive à la décomposition du régime des partis, qui avait structuré la vie politique depuis l'instauration de la démocratie en 1958. C'est ce discrédit de la classe politique traditionnelle, accusée de corruption et qui n'a pas su faire profiter le plus grand nombre de la prospérité pétrolière, qui explique l'arrivée au pouvoir de Chavez lors des élections de décembre 1998.

**Malgré la polarisation, une situation politique stabilisée.** Dans le cadre de la « révolution bolivarienne », les transformations politico-institutionnelles que Chavez a mises en œuvre – nouvelle Constitution et renouvellement du personnel politique – ont été accompagnées par une hostilité essentiellement rhétorique envers les entrepreneurs locaux et l'ensemble de l'opposition. Celle-ci, dirigée par les responsables des partis de l'ancien régime – Action démocratique, social-démocrate, et COPEI, démocrate-chrétien – et les dirigeants des instances syndicales traditionnelles des entrepreneurs et des travailleurs, s'est orientée de plus en plus vers une lutte ouverte contre le gouvernement. En s'appuyant surtout sur les secteurs les plus favorisés de la population, elle a cherché à brûler les étapes pour précipiter la chute du président élu. Les crises politique et économique s'alimentant mutuellement, l'activité économique s'est effondrée. Cependant, l'échec de la tentative de coup d'État d'avril 2002, ainsi que celui de la grève générale et pétrolière de fin 2002-début 2003, a contribué au discrédit de l'opposition et favorisé un retour en force de Chavez.

Ses victoires électorales – dans le référendum d'août 2004, qui devait décider du maintien ou non du président jusqu'à la fin de son mandat, et lors des élections régionales d'octobre 2004 – ont couronné le processus de reprise en main par les forces gouvernementales. La polarisation du pays persiste, mais le pouvoir de Chavez s'est davantage renforcé lors des élections législatives de décembre 2005 : même si seulement 25 % des inscrits y ont participé, suite au boycott de dernière minute de la majeure partie de l'opposition – qui protestait contre le contrôle gouvernemental sur le Tribunal électoral –, le parti du

président, le Mouvement V<sup>e</sup> République (MVR), est devenu largement majoritaire à l'Assemblée nationale.

En outre, le pouvoir de Chavez s'est consolidé après l'échec des grèves et le licenciement de milliers de cadres de la compagnie pétrolière nationale (Petroleos de Venezuela SA, PDVSA), difficilement remplacés par des techniciens à la retraite et par des dirigeants de son propre camp, et avec le renforcement de sa mainmise sur le commandement des forces armées.

**Embellie économique et dirigisme croissant du gouvernement.** Chavez, qui a maintenu le contrôle des changes mis en place pendant la grève après le retour à la normale de la production et des exportations pétrolières, bénéficie, avec l'augmentation du prix international du brut, d'une amélioration substantielle de la situation macroéconomique. L'inflation, en baisse, demeure certes élevée (respectivement 19 % et 15 % en 2004 et 2005). Grâce à un effet de base considérable, la très forte croissance de l'économie en 2004 et 2005 contraste avec les piètres performances enregistrées au cours des années précédentes. En effet, après avoir connu une chute du PIB de 9 % en 2002 et de 7,7 % en 2003, la croissance a été de 17,9 % en 2004 puis de 9 % en 2005. L'expansion, tirée initialement par les dépenses publiques, a été relayée en 2005 par la consommation privée. Le président a profité de l'embellie économique pour consolider sa base d'appui, constituée pour l'essentiel par les secteurs les plus défavorisés : en utilisant les recettes pétrolières en hausse, le gouvernement a multiplié les programmes sociaux – appelés *Misiones* – dans les quartiers les plus pauvres (programmes d'alphabétisation, de santé et d'alimentation subventionnés notamment). On estime que ces programmes représentent environ 4 % du PIB.

En dépit du formidable regain de dynamisme de l'activité économique depuis 2004, les problèmes structurels traditionnels de l'économie persistent, notamment le faible degré de diversification de l'appareil productif, dépendant du secteur pétrolier, qui représente autour de 30 % du PIB et fournit environ 85 % des exportations du pays. L'investissement privé, indispensable pour avancer vers la diversification de l'appareil productif, demeure peu dynamique.

En même temps, les orientations économiques du « chavisme » visant à faire face aux problèmes structurels demeurent floues. Si important soit-il en termes de création d'emplois et d'insertion sociale dans ce pays caractérisé par l'existence d'un secteur informel très vaste et par des niveaux de chômage fort élevés, le « développement endogène » proposé par les autorités ne paraît pas en mesure de tenir lieu de stratégie économique. Insuffisamment défini par le gouvernement, ce développement est en principe associé à celui, local et régional, fondé en particulier sur l'expansion des coopératives et des petites et moyennes entreprises. Les contours du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » – qui ne semble pas menacer, en termes généraux, l'économie de marché – préconisé par les autorités ne sont pas non plus clairement définis.

En revanche, il est clair que le gouvernement a adopté une orientation de plus en plus dirigiste au cours des trois dernières années. Il est notamment décidé à modifier les règles du jeu à l'égard des compagnies pétrolières étrangères car il cherche à redéfinir l'« ouverture pétrolière » qui, mise en place par le gouvernement du président Caldera pendant les années 1990, avait permis le retour des compagnies privées étrangères après la nationalisation des années 1970. Outre le fait de leur réclamer des arriérés d'impôts et d'augmenter les taxes qui les frappent, le président Chavez projette la création de sociétés mixtes où la compagnie d'État PVDSA aura la majorité absolue. L'objectif est de récupérer une partie plus importante de la rente pétrolière, alors que baril se situe autour de 70 dollars et que l'on voit mal les compagnies se retirer d'un pays pétrolier regorgeant de réserves.

**Entre l'élection présidentielle et la diplomatie pétrolière de Chavez.** Le président déploie depuis deux ans une diplomatie pétrolière agressive grâce au pouvoir que lui donne le prix élevé du brut. Il propose d'approfondir la complémentarité énergétique de l'Amérique latine dans le cadre de son propre projet d'intégration d'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), qui comporte essentiellement des accords et des programmes bilatéraux ou sous-régionaux, envisagé comme une alternative à l'ALCA (ou Zone de libre-échange des Amériques, ZLEA) proposé par les États-Unis. D'une portée somme toute limitée, ce projet comporte notamment, outre

des accords énergétiques et de coopération en particulier avec Cuba et la Bolivie d'Evo Morales, le projet de construction d'un oléoduc traversant toute l'Amérique du Sud, la création d'une Banque du Sud et d'une chaîne de télévision régionale d'information. Dans cette perspective, le Venezuela multiplie les accords énergétiques avec ses voisins des Caraïbes mais aussi et surtout avec l'Argentine et le Brésil, alors qu'il vient d'être admis – même si son intégration effective prendra quelque temps – au sein du Mercosur.

L'intégration du Venezuela à un Mercosur, traversé par d'importants conflits internes, se fait au détriment de la Communauté andine (CAN) – constituée, outre le Venezuela, par la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Le Venezuela a décidé de la quitter en critiquant la décision de Bogota, de Quito et de Lima de signer un accord de libre-échange avec Washington. Même si elle était inscrite dans le programme électoral d'Evo Morales, la décision de la Bolivie de nationaliser de façon musclée son pétrole n'est probablement pas sans rapport avec la politique extérieure du Venezuela. Bien évidemment, l'influence croissante dans la région de Chavez et son discours « anti-impérialiste » – ainsi que certaines prises de position sur la scène internationale, comme son appui au programme nucléaire du gouvernement iranien – ne sont pas vus d'un bon œil par les États-Unis. Le ton des attaques ou des critiques entre les Administrations des deux pays n'a donc cessé de monter, même s'ils continuent d'entretenir des relations économiques normales (près de 15 % des importations américaines de pétrole proviennent du Venezuela).

La montée en puissance de Chavez – qui a néanmoins subi un revers avec la défaite du candidat nationaliste Ollanta Humala, qu'il soutenait ouvertement lors de l'élection présidentielle péruvienne en juin 2006 – est favorisée par sa position de force sur le plan interne. Solidement ancré dans les classes les plus défavorisées et aidé par la bonne conjoncture économique, il est crédité dans les sondages de près de 40 % des intentions de vote alors que l'opposition a du mal à se redresser. Elle cherche à gagner du terrain parmi les indécis – environ 40 % du corps électoral –, en exploitant le mécontentement né de la persistance, voire de la recrudescence, tant de la criminalité et de l'insécurité que de la

corruption. Cependant, alors que l'opposition n'arrive pas à renouveler son image ni à trouver un leader unique – un secteur abstentionniste continuant même à prôner le boycott comme lors des dernières élections législatives –, aucun des candidats jusqu'à présent pressentis – le député Julio Borges du parti de droite Justice d'abord, l'ex-ministre et ex-dirigeant du parti de gauche Mouvement vers le socialisme et actuel directeur de l'influent quotidien *Tal Cual*, Teodoro Petkoff, et le gouverneur de l'État de Zulia, Manuel Rosales – ne dépasserait 15 % des intentions de vote.

La réélection de Chavez étant assez probable, la question est de savoir quelles seront les conditions et la portée de sa victoire électorale. L'absence de contrepoids sur la scène locale pourrait nourrir les tendances hégémonistes au sein du mouvement « chaviste », ce qui ne manquerait de recréer, à terme, un climat de tension politique ouverte.

C. Q.

### Pour en savoir plus

- Langue, F. (2002), *Hugo Chavez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolivar*, Paris, L'Harmattan.
- Malamud, C. (2006), « La salida de Venezuela de la CAN y sus repercusiones sobre la integración regional : su impacto en Mercosur », *Análisis del Real Instituto*, n° 64/2006, Madrid, Real Instituto Elcano, 31 mai.
- Quenan, C. (2000), « L'économie du Venezuela : amélioration conjoncturelle, faiblesses structurelles », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 39, octobre-décembre.
- Quenan, C. et E. Torija Zane (2005), « Scénario Venezuela », *Note mensuelle Amérique latine*, Paris, IXIS CIB, 24 juin.
- The Economist* (2006), « Venezuela : crimes and misdemeanours », 20 avril et « Venezuela's Latin American ambitions », 8 juin.